



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE**

**Arrêté préfectoral  
portant décision d'examen au cas par cas en application  
de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier, et plus particulièrement ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2016-4133 relative au projet de réensablement de la plage entre les ports du Rocher et de la Hume à La Teste de Buch (33), demande reçue complète le 13 décembre 2016, accompagnée d'une notice d'évaluation des incidences du projet sur les sites Natura 2000 du Bassin d'Arcachon datée de novembre 2016 ;

Vu l'arrêté du préfet de région du 4 janvier 2016 portant délégation de signature à M. Patrice GUYOT, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine ;

Vu la décision n° 2016-14 du 4 juillet 2016 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de la Santé du 29 décembre 2016 ;

**Considérant** la nature du projet qui consiste à ré ensabler une plage entre les ports du Rocher et de la Hume à la Teste de Buch, d'un volume inférieur à 5 000 m<sup>3</sup> de sable, en provenance de la plate-forme de stockage du bassin de dessablage de la Leyre autorisé en septembre 2015 ;

Étant précisé que ce projet relève de la rubrique 10° h du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact les travaux de rechargement de plage d'un volume inférieur à 10 000 m<sup>3</sup> ;

**Considérant** que ce ré ensablement sur une surface de 8 500 m<sup>2</sup> a pour objectif de rehausser la cote de haut de plage, fortement dégradée sur une largeur de 10 m, pour atteindre la cote de 4,5 m et de recréer un habitat favorable au Criquet des Dunes ;

**Considérant** la localisation du projet :

- au sein du site Natura 2000 « Bassin d'Arcachon et Cap Ferret » classé au titre de la directive « Habitat » (FR7200679),
- au sein du site Natura 2000 « Bassin d'Arcachon et Banc d'Arguin » classé au titre de la directive « Oiseaux » (FR7212018),
- au sein de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type 2 « Bassin d'Arcachon » (720001949),
- au sein de la zone d'importance pour la conservation des oiseaux « Bassin d'Arcachon et réserve naturelle du banc d'Arguin » (ZO0000603),
- au sein du Parc naturel marin du Bassin d'Arcachon (FR9100006),
- sur le domaine public maritime,
- sur la commune de la Teste de Buch où s'applique la loi « Littoral » du 7 janvier 1983 qui encadre la protection et l'aménagement du littoral,
- sur une commune soumise à un plan de prévention des risques submersion marine ;

**Considérant** qu'il ressort de l'examen de la notice d'évaluation des incidences du projet sur les sites Natura 2000 cités plus haut et des déclarations du pétitionnaire que :

- les zones de travaux correspondent à des sables de haut de plage à Talitres, fortement dégradés, présentant une micro falaise d'érosion,
- les sédiments déposés seront légèrement plus grossiers et auront une meilleure tenue, sans conséquence négative sur la dynamique sédimentaire,
- la slikke en mer (partie de vasière recouverte à chaque marée) au droit des zones de ré ensablement constitue une aire de nourrissage pour les oiseaux limicoles,
- aucune espèce animale ou végétale ayant conduit à la désignation du site Natura 2000 n'est présente à proximité de la zone de travaux,
- le Bassin d'Arcachon est une zone de reproduction, d'alimentation et d'abri pour l'avifaune marine,
- les herbiers de zostère et les espèces d'oiseaux nicheurs d'intérêt communautaire ne sont pas présents à proximité immédiate des zones de travaux,
- les anatidés (oiseaux aquatiques) peuvent fréquenter les zones de travaux comme refuge à marée haute ;

**Considérant** que la projection du sable entraînera l'enfouissement de la faune benthique sur les secteurs de rechargement ;

**Considérant** que ce rechargement ne modifiera pas de façon notable l'habitat des espèces faunistiques en raison d'une granulométrie similaire du sable projeté avec celui présent sur les zones de travaux ;

**Considérant** ainsi que la faune benthique est susceptible de retrouver les mêmes conditions d'habitat, qui favoriseront sa recolonisation ;

**Considérant** que le Crique des dunes, orthoptère patrimonial de par sa rareté, est présent le long de la digue intérieure des prés salés et sur le chemin de grande randonnées, et que le ré ensablement pourrait recréer un habitat sableux favorable à cette espèce ;

**Considérant** que six camions effectueront six rotations par jour entre la plate-forme de stockage du bassin de dessablage de la Leyre située à Biganos et les zones de travaux ;

Étant précisé que le bruit généré par les engins de travaux peut avoir une incidence temporaire de dérangement des oiseaux limicoles mais que les incidences du projet se limiteront principalement à la phase travaux d'une durée de dix jours, programmée avant le 28 février, soit hors période de nidification des oiseaux ;

**Considérant** qu'aucun ré ensablement ne sera effectué dans les quinze derniers mètres à l'ouest du chenal de l'écluse et les vingt derniers mètres à l'est du chenal de la Hume pour éviter leur ré ensablement ;

**Considérant** que la Loutre d'Europe, espèce protégée et faisant l'objet d'un plan national d'action, est susceptible d'être présente et de nicher à proximité de la zone de travaux,

Étant cependant précisé que les engins circuleront, uniquement en journée, et sur la plage pour ne pas créer de vibration sur la digue ;

**Considérant** qu'étant en présence d'une espèce protégée et/ou de leurs habitats, le pétitionnaire devra respecter la réglementation relative aux espèces protégées (articles L. 411-1 et L. 411-2 du Code de l'environnement), en recherchant l'évitement, puis la réduction des atteintes aux milieux naturels et, en cas d'impact résiduel, et sous réserve que le projet satisfasse aux conditions dérogatoires limitatives, obtenir un arrêté préfectoral de dérogation pour destruction des espèces protégées et/ou de leurs habitats avant démarrage des travaux ;

**Considérant** qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, des connaissances disponibles à ce stade et des réglementations environnementales applicables, **le projet n'est pas susceptible d'impact notable sur l'environnement** au titre de l'annexe II de la directive 2011/92 UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 ;

## **Arrête :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de ré ensablement de la plage entre les ports du Rocher et de la Hume à La Teste de Buch (33), **n'est pas soumis à étude d'impact.**

### **Article 2 :**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine.

À Bordeaux, le 17 janvier 2017.

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur et par délégation  
Le Chef de la Mission  
Evaluation Environnementale

Pierre QUINET

Voies et délais de recours
----------------------------

<b>1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact</b>
---

**Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :**

à adresser à Monsieur le préfet de la région Nouvelle - Aquitaine

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.**

<b>2- décision dispensant le projet d'étude d'impact</b>
--

**Recours gracieux :**

à adresser à Monsieur le préfet de la région Nouvelle - Aquitaine

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours hiérarchique :**

Madame la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours contentieux :**

à adresser au Tribunal administratif

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

